

RESPIRATOIRE NIMES

BR NIMES (RG)

566 Rue le corbusier

30000 NIMES

Tél: 04 66 29 25 00

N° Identification : 302690532

IBAN : FR76 1350 6100 0085 1755 9971 704

BIC : AGRIFRPP835

DOM : CRÉDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC

Assuré : M. EL HABIB TAHAR

178 AVENUE DE LA TRAINIERE

30240 PORT CAMARGUE

N° Immat. I 48 11 92 301 141 87

Date naissance : 28/11/1948

Code client : 30112053

Code Mutuelle : 2061208

PRAECONIS (RC)

6 RUE PAUL MOREL

70000 VESOUL

SERVICE COURRIER LE
13 FEV. 2024

Régime obligatoire : 2000311

CPAM DU GARD (RO), CENTRE 110

TICKET MODERATEUR N° : 800092975

Conditions de paiement : Paiement comptant

LIBELLE	PU LPPR	QT	PU PUBLIC	TOTAL	<100%	TM+DEPASSEMENT
PPC, PATIENT TL +112H du 27.11.2023 au 15.12.2023	15,58	3S	15,58	46,74	28,04	0,00 18,70



1187880
PPC, APNEE SOM, PATIENT
TELESUIVI (+112H) FORFAIT HEBDO 9. TL1

Montant total de la facture 800092975 : 46,74 EUR

Pour information:

- prise en charge à 60,00 % par le régime obligatoire, soit	28,04 EUR
- montant à la charge de l'assuré, soit	0,00 EUR

Reste à votre charge pour le Ticket Modérateur: 18,70 EUR

Le client déclare avoir pris connaissance des Conditions générales figurant au verso ou à la fin du document
Services et technologies de santé à domicile

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE ET DE LOCATION

II DISPOSITIONS COMMUNES

Le réseau Hospitalité Médicale, auquel appartient le prestataire de santé à domicile (PSAD), est uniquement engagé sur le territoire métropolitain français et les départements d'Outre-Mer où il est présent. Le non-conformisme, l'absence de conformité aux règles applicables du droit de la consommation et des biens de consommation.

Garanties

Le PSAD peut refuser la commande pour motif légitime. La commande ne peut être annulée sans dépositions légales et/ou accord expresse du PSAD. Les commandes peuvent donner lieu au versement d'un acompte.

Conditions commerciales

Le prix hors taxes (prix net) est celui en vigueur au jour de la commande et le taux de TVA est celui en vigueur lors de l'émission de la facture. Le PSAD peut modifier à tout moment les prix figurant notamment sur ses tarifs catalogues ou circulaires. Les produits sont payables comptant. Pour les professionnels, le paiement de la marchandise s'effectue sans délai et sans escompte. Si le client appartient à un groupe de sociétés ou s'il est titulaire de l'article L. 233-1 du Code de Commerce, il se porte fort de l'engagement par sa société mère de payer en ses lieux et place en cas de défaillance de sa filiale.

Pour les produits et prestations pris en charge par le régime obligatoire d'assurance maladie, le tarif de référence est celui fixé par la Sécurité Sociale (C.N.A.S.). Les produits et prestations remboursables. En cas de défaut de paiement, le client est tenu de verser la somme indiquée sur l'avis d'acompte.

Régime des produits à titre commercial

Le régime des produits à titre commercial est soumis à la réglementation du PSAD. Les produits doivent être remboursés ou agréés au préalable par le service chargé de leur certification d'origine, sous un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'achat. Sont exclus de la reprise les produits d'hygiène et d'entretien, de maintenance, de nutrition, de confort ou qui sont retournés dans un emballage ouvert les boîtes d'appareils, vêtements et poignées à ventouses, les seringues de bain, chaise d'appui, chaise WC, les produits alimentaires et personnels, ainsi que les produits pris en charge LPP. Elle ne donne lieu qu'à l'établissement d'un avis valable durant 3 mois à compter de la date de restitution du produit et sur présentation d'un justificatif de paiement. Selon accord, les frais de transport de retour du produit sont à la charge du client.

Clauses d'information

Certains produits et prestations peuvent faire l'objet d'une prise en charge partielle ou totale par un régime obligatoire d'assurance maladie. A cette fin, le client s'engage à communiquer en temps utile tout document nécessaire à la bonne constitution de son dossier ainsi qu'à informer le PSAD notamment du tout ou partie de prise en charge de tout changement d'adresse dans les plus brefs délais. A défaut, il restera débiteur des sommes dues auprès du PSAD. Si le client est titulaire d'assurance sociale à domicile, il doit faire l'objet d'une prise en charge pour un produit ou une prestation identique ou similaire par un organisme d'assurance maladie et qu'il sollicite le PSAD pour un produit ou une prestation identique, il devra l'en informer préalablement. A défaut, il sera considéré par le PSAD de réclamer au client, le paiement de ce produit ou prestation en cas de rejet de prise en charge par l'organisme primaire d'assurance maladie.

Le client déclare et reconnaît qu'il est en charge de la prise en charge d'Assurance Maladie de la prise en charge du dispositif médical devra sur le PSAD pour des raisons indépendantes de la qualité de la prestation délivrée par le PSAD. Il s'engage à payer au PSAD, à la première demande de ce dernier, soit le coût de la prestation si les casiers d'Assurance Maladie refusent la prise en charge soit les sommes que le PSAD aura restituées aux Casiers d'Assurance Maladie si celles-ci en demandent le remboursement. Le client donne pouvoir au PSAD d'accomplir toutes les formalités relatives au traitement, notamment pour la feuille de soins et pour la demande d'entente préalable, à la prise en charge du traitement ou nécessaire une et procéder en ses lieux et places et pour son compte à la signature de la feuille des soins nécessaires à la prise en charge par l'assurance maladie des prestations fournies en vertu du présent contrat. Si le client poursuit son traitement en établissement de santé ou y apportant son dispositif médical, il devra en informer préalablement celui-ci afin que toute précaution notamment d'ordre sanitaire soit prise.

Clauses de changement de régime

En cas de changement de régime de prise en charge de l'assuré social, notamment entrée en F.H.P.A.D. Hospitalisation à domicile ou poursuite de son traitement hors du domicile, le patient doit informer au préalable le PSAD de cette modification. A défaut, le PSAD pourra réclamer au client le paiement de ce produit ou prestation en cas de rejet de prise en charge. Retard de paiement et Clause pénale.

Pour les professionnels (article L.441-10 du Code de Commerce), en cas de retard de paiement à l'expiration convenue, le client s'expose au paiement d'un taux d'intérêt égal au montant du taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne majoré de dix (10) points et au paiement de l'indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement, sans préjudice d'une indemnisation complémentaire si les frais de recouvrement exposés et justifiés sont supérieurs à l'indemnité forfaitaire légale. De plus le recouvrement nécessitant des démarches contentieuses donne lieu au paiement d'une indemnité à titre de dommages et intérêts égale à 15 % de la somme à payer. Cette indemnité n'est pas exigible sans qu'un appel soit nécessaire sans préjudice des pénalités prévues en cas d'inscription définitive de l'obligation en cause.

Pour les non-professionnels ou consommateurs, tout retard de paiement entraîne de plein droit après mise en demeure, un décompte d'intérêts de retard au taux légal.

En cas d'impayé, le client consommateur s'expose à figurer dans les fichiers de gestion des impayés. Le client consommateur pourra régulariser son paiement ou se rapprocher de son interlocuteur habituel afin de présenter ses observations et solliciter un réexamen de sa situation. En cas de défaut de régularisation de son paiement, le client s'expose à se voir exclu du bénéfice de la prestation ou de vente du PSAD.

Livraison

Pour les consommateurs, le délai de livraison s'entend sauf dispositions contraires, au plus tard de 30 jours ouvrés à compter de la prise de la commande et de l'encaissement de l'acompte (article L.216-1 Code de la consommation). Pour les professionnels, les délais de livraison sont donnés à titre indicatif et les produits sont livrés aux lieux du client et à ses risques et périls à la date de livraison indiquée par le PSAD ne peut pas

être modifiée par le client sans accord du prestataire pouvant donner lieu à un indemnité couvrir notamment tous les frais liés à cette modification. Le PSAD se réserve le droit d'effectuer un ou plusieurs envois des livraisons effectuées dans le but de respecter et d'accomplir la commande initiale dans la mesure du possible. Si le transport est assuré par le PSAD, les produits transportés sont assurés et perdus du client. En cas de perte ou d'avarie, le client devra rembourser son envoi contre le transporteur dans les 48 heures. Le client reconnaît avoir reçu du PSAD la notice d'utilisation du (des) matériel(s) enjoint(s) au reçu et être informé des règles de sécurité et notamment de disposer d'une installation électrique conforme. Le professionnel renonce à toute action contre le PSAD. Il appartient au client civile que soit en qualité de tiers les conditions d'usage et le cas échéant d'entretien des réserves.

Clauses de réserve de propriété

Le transfert de propriété des produits à leur titre de paiement effectif est intégré au prix principal, intérêts et accessoires. A défaut de paiement à l'expiration convenue, le PSAD pourra réclamer les produits à la vente sans réserve de plein droit et les accessoires qui versent la somme indiquée. A défaut de paiement convenue, le client ne pourra retourner ni changer, vendre, transférer le produit. En cas de violation, le PSAD conservera les recours prévus à l'article 2265 et suivant du Code civil.

Garanties

Les produits proposés sont conformes à la législation en vigueur. Certains produits peuvent bénéficier d'une garantie du fabricant. La garantie ne peut éliminer les produits ou les effets d'un usage anormal et tout est dû dans les conditions d'emploi autres que celles pour lesquelles ils ont été conçus. Il ne s'applique pas non plus aux produits en cas de détermination d'absence d'usage de maintenance, de la surveillance ou d'entretien, d'une transformation du matériel, d'une incompatibilité avec d'autres matériels ou d'un environnement mutuellement électrique non conforme. Indépendamment de l'existence d'une éventuelle garantie commerciale du fabricant (articles L.217-21 à L.217-24 du Code de la consommation), le PSAD est en tout état de cause tenu des défauts de conformité du bien au contrat dans le cadre de la garantie légale de conformité mentionnée dans les conditions des articles L.217-21 et suivants du Code de la consommation et des défauts cachés de la chose vendue dans les conditions prévues aux articles 1641 à 1649 et 2232 du Code civil.

Traitement des déchets des équipements électriques et électroniques

Pour l'échelle d'un dispositif médical, le PSAD s'engage à reprendre l'équipement électrique et électronique ancien similaire ou identique (ex. sonde à onde saccadée en fin de vie, électrode ou qu'il ne fonctionne plus, adapté chez lui ou non, gratuitement. Pour la reprise gratuite des dispositifs médicaux, le client déposera des solutions suivantes : (i) En cas d'enlèvement, sur le lieu de vente, de l'équipement vendu, reprise de l'équipement usagé sur le lieu de vente ; (ii) En cas de livraison de l'équipement usagé sur son lieu d'utilisation, reprise de l'équipement usagé sur ce lieu lors de la livraison ; (iii) En cas de livraison dans un autre lieu ou selon d'autres modalités, (a) reprise de l'équipement usagé au lieu de livraison ; ou (b) système de collecte de proximité (ici C.Y.I. (M)) auquel le PSAD a adhéré, qui peut, le cas échéant, inclure les magasins de distribution ; ou (c) mise à disposition d'une solution de ramassage ou service postal ou un service équivalent pour les équipements électriques et électroniques dont les caractéristiques le permettent. Conformément aux dispositions de l'article 180-1 du Code de l'environnement, le PSAD ne reprend pas les appareils électriques et électroniques usagés de très petite dimension. Le PSAD pourra refuser de reprendre un produit s'il présente un risque pour la santé et la sécurité du personnel (Art R.543-180-1 Code de l'environnement). Si cette solution ne convient pas le client peut également : (i) Disposer son ancien appareil dans une déchèterie ou un point de collecte de proximité mis en place par les collectivités locales ; (ii) Le donner à une association à vocation sociale. Force majeure.

Le PSAD ne saurait être responsable de retards, erreurs ou dommages ou de tout manquement dans la réalisation de ses obligations en cas de force majeure qui incluant par exemple les faits de guerre graves, pandémies d'équipement, etc.

Clauses limitatives de contestation

Le client doit vérifier les produits à la vente et/ou à la livraison. Ce produit doit porter sur la qualité, les quantités et les références des produits ainsi que leur conformité à la commande. Concernant les professionnels, aucune réclamation n'est prise en compte, passée un délai de 15 jours à compter du jour de la vente et/ou livraison et toute action judiciaire doit être impérativement engagée au plus tard dans le délai de 1 an qui suit la réception de la marchandise. Passé ce délai, toute action est prescrite.

Règlement amiable et judiciaire des litiges

Ce contrat est régi par le droit français. Le client est informé de la possibilité de recourir en cas de contestation à une procédure de médiation conventionnelle ou à tout autre mode alternatif de règlement des différends. Pour les professionnels, le tribunal judiciairement compétent est celui du siège social du PSAD, indépendamment de la pluralité des défendeurs ou pour tout appel en garantie, le consommateur pourra contester le médiateur de la consommation (L.11).

Protection des Données à caractère Personnel

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, le client qui communique des informations personnelles à la vente ou à la prestation, notamment identité, état civil, coordonnées, adresse de sécurité sociale et de protection sociale complémentaire le cas échéant, ou des données relatives au traitement médical présent et/ou accepté en signant le contrat, qu'il les fasse l'objet d'un traitement automatisé, est responsable du traitement des PSAD. La finalité poursuivie par le traitement des données porte sur le suivi de la délivrance de la prestation de santé et/ou effectuer des opérations relatives à la gestion des clients, à la prospection, l'élaboration de statistiques commerciales, enquêtes de satisfaction, l'accueil, la location ou l'échange de ses fichiers de clients et prospect (coordonnées postales), l'organisation de leur ou de concours, la gestion des demandes de droit d'accès, modification et d'opposition, gestion des impayés (et transmission aux prestataires de recouvrement) et du contentieux, l'actualisation des fichiers de prospection au régime de démarchage téléphonique, la gestion des avis des personnes sur ses produits, services ou contenus. Les destinataires des données sont selon les cas les organismes sociaux d'assurance maladie complémentaire santé, les organismes médicaux, les professionnels de santé ou conseil amené à accompagner le PSAD dans le suivi du patient, tout autre PSAD amené à intervenir auprès du patient, service clientèle du PSAD ou

du responsable du traitement ainsi que les titulaires de la SA Bastide le conseil médical. Selon le type de traitement, la personne sera informée du caractère obligatoire ou facultatif des réponses et des conséquences éventuelles à son égard d'un défaut de réponse. Le client décline d'un droit d'accès, de suppression, de rectification aux données personnelles et consent de donner des instructions au son ou des données à son décès et de son droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL. Les données seront conservées le temps de la prescription légale de manière sécurisée et le PSAD ne communiquera en aucune façon ses coordonnées aux destinataires ci-dessus. Pour exercer ses droits sur ses données, le client écrit au PSAD en lui indiquant ses noms, prénoms, adresses à contact@bastide-medical.fr et le PSAD informe le client de son droit de sinécure sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique « 8100 » accessible sur <http://www.bastide-medical.fr> (article L.223-1 du Code de la consommation).

Informations légales (PSAD) et réclamations

SR NIMES enregistrée au RCS de Nîmes sous le n° SIREN 509 615 910 (n° TVA intracommunautaire FR 13 509 615 910), dont le siège social se situe au Centre d'activité Fur 2000 12 avenue de la dame, 30132 Castelnau-le-Lez, 04 68 38 68 00 - contact@bastide-medical.fr

IV DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX LOCATIONS

Le matériel loué est à proprement dit accessible au PSAD. Le locataire ou utilisateur ne peut en aucun cas modifier le matériel loué. Toute sous-location est interdite. Le matériel loué est placé sous la responsabilité du locataire ou de l'utilisateur qui s'engage à être assuré pour tous les dommages qui pourraient être causés au matériel ou par le matériel. Tout dommage causé au matériel et/ou par le matériel doit être signalé par l'utilisateur au PSAD dans les 48 heures du dommage. Toute période de location commencée est imputable due à la location se poursuivra jusqu'au jour de la restitution effective du matériel. Un dépôt de garantie non produit d'argent peut être demandé, il sera restitué sous réserve du bon état d'entretien du matériel et de la restitution du matériel en parfait état. Toute réclamation émise par une mauvaise utilisation du matériel sera à la charge du locataire. Le matériel loué ne peut être transporté d'une localité à une autre ou transféré auprès d'une autre personne, ou déposé hors de la France métropolitaine qu'après autorisation écrite du PSAD. Le client accepte qu'un autre membre du réseau de l'enseigne (notamment un franchiseur ou toute autre entité désignée par le PSAD) puisse se substituer au PSAD dans l'exécution du contrat de location. Le client est responsable des produits de leur remise matérielle, cette remise entraîne le transfert des risques. Le client souscrit un contrat d'assurance le garantissant pour ces risques.

IV DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX CONSOMMATEURS

Médiation

Conformément aux articles L.612-1 et suivants du Code de la consommation, le consommateur peut, pour tout litige qui n'aurait pu être réglé par le PSAD recourir gratuitement au médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable du litige en contactant par écrit : **SAS MEDIATION SOLUTION** (Tel. 04 82 53 93 06) 272 chemin de la berge 61800 SAINT-JULIEN-LEZ-ARLES, 04 82 53 93 06 - contact@assmed-mediation-solution.com ou le formulaire en ligne intitulé « Saisir le médiateur » sur le site <https://www.sasmed-mediation-solution.com>. La demande doit impérativement contenir les coordonnées postales, téléphoniques et électroniques du demandeur, le nom et l'adresse et le numéro d'enregistrement chez SAS MEDIATION SOLUTION du Vendeur (50341AAW27210), un exposé succinct des faits et attentes du demandeur, copie de la réclamation préalable auprès du Vendeur et tous documents permettant l'instruction de la demande (bon de commande, facture, justificatif de paiement, etc.).

Garanties légales

Le PSAD est tenu des défauts de conformité du bien au contrat dans les conditions des articles

L.217-1 à L.217-2 du Code de la consommation, s'agissant du champ d'application des dispositions relatives à la conformité dans les contrats de vente de biens.

L.217-3 à L.217-7 du Code de la consommation, s'agissant de l'existence de ce droit pour le consommateur.

L.217-8 à L.217-17 du Code de la consommation, s'agissant de la mise en œuvre de la garantie légale de conformité.

L.217-26 à L.217-33 du Code de la consommation, s'agissant des dispositions diverses relatives à la garantie légale de conformité.

Lorsqu'il agit en garantie légale de conformité, le consommateur bénéficie d'un délai de deux ans à compter de la délivrance du bien pour agir (12 mois pour les biens d'occasion) et il est dispensé de rapporter la preuve de l'existence du défaut de conformité du bien durant ces mêmes délais, conformément à l'article L.217-7 du Code de la consommation.

Peut choisir entre la réparation ou le remplacement du bien (article L.217-8 du Code de la consommation) sous réserve des conditions de l'article L.217-12 du Code de la consommation. La réparation effectuée dans ce cadre fait bénéficier le consommateur d'une extension de garantie dans les conditions de l'article L.217-11 du Code de la consommation.

La garantie légale de conformité s'applique indépendamment de la garantie commerciale éventuellement consentie.

Le consommateur peut décider de mettre en œuvre la garantie contre les défauts cachés de la chose vendue ou sous les articles 1641 et suivants du Code civil. Dans ce cas, l'action doit être intentée par le consommateur dans un délai de deux ans à compter de la découverte du vice. Dans le cadre de cette garantie, le consommateur peut choisir entre la résolution de la vente ou une réduction du prix de vente conformément à l'article 1644 du Code civil.

SERVICE COURRIER LE
13 FEV. 2024[Aide](#)[Suivi Flux](#) [Rechercher une FSE](#) [Détail d'une FSE](#)

Détail d'une FSE (BASTIDE FILIALE BR NIMES)



Informations FSE

Numéro de FSE	800092975	Numéro de lot	440
Type de FSE	Tiers-payant	Date de télétransmission	15/12/2023
Etat	Traité		
FSE dédoublée	AMO	Sens de présentation	NORMAL AMO + AMC

Détails FSE

Code organisme AMO	013010000	Code organisme AMC	
Libellé organisme AMO	CPAM NIMES	Libellé organisme AMC	
Montant AMO	28,04 EUR	Montant AMC	18,70 EUR
Total FSE	46,74 EUR	Part assuré	0,00 EUR
Destinataire du paiement	Professionnel		

Détail des règlements

Code organisme	Libellé organisme	Type	Date retour	Lot	Etat	Montant RO (EUR)	Montant RC (EUR)	Date virement	Libellé rejet
013010000	CPAM NIMES	AMO	20/12/2023	440	⊕	28,04	0,00		

RETOUR